

# CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 2 JUILLET 2014

L'an **DEUX MILLE QUATORZE**

**Le mercredi 2 juillet à 20 heures 30**

Le Conseil Municipal de la commune de **SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE**

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire

à la Mairie, sous la présidence de **Madame Murielle PICQ, Maire**

Date de convocation du Conseil Municipal : le 24 juin 2014

## ORDRE DU JOUR :

- Création de deux contrats aidés d'adjoint technique et d'un contrat aidé d'adjoint administratif à temps non complet ;
- Renouvellement de deux contrats aidés à temps non complet ;
- Rythmes scolaires : conventions avec les associations ;
- Mise en place d'une commission en charge du transport scolaire ;
- Choix des entreprises pour la construction du centre de soins ;
- Vente d'un photocopieur ;
- Vente de bureaux ;
- Délibération modificative n° 2 du budget principal ;
- Extension de la régie des droits de place ;
- Mise en place des tarifs des droits de place ;
- Questions diverses.

**PRESENTS :** (17) Mmes Murielle PICQ, Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER, Valérie CHAMBOUNAUD, Martine GABISON, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Christian COUSTAL, Daniel DEBET, Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN.

**ABSENTS EXCUSES** (2) : M. Bernard GRIMEE a donné pouvoir à M. Daniel DEBET. Mme Irène FIORAZZO

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Stéphanie BAUDE

## INFORMATIONS DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE

### L 2122.22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

du 12 juin au 2 juillet 2014

Numéro	Objet
D 2014-032	Arrêté accordant un PC pour maison d'habitation au lieu-dit L'Etang
D 2014-033	Arrêté accordant un PC pour construction d'une pharmacie au lieu-dit

	L'Étang
D 2014-034	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de nettoyage sur le chemin d'exploitation entre Raclet et L'Ombrière
D 2014-035	Arrêté nommant Madame Corinne BONNE membre du CCAS suite à la démission de Madame Hélyette MOUNIC
D 2014-036	Arrêté réglementant la circulation sur la VC 207 pendant les travaux d'élague sur la parcelle ZM68 de Monsieur PAUVIF
D 2014-037	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de nettoyage sur le chemin d'exploitation entre Raclet et L'Ombrière
D 2014-038	Arrêté portant réglementation de la baignade et des loisirs sur le site du Moulin Blanc
D 2014-039	Arrêté réglementant la circulation sur le chemin rural entre la VC 136 et la VC 209 au lieu-dit Rioucreux
D 2014-040	Arrêté réglementant le stationnement sur le chemin rural débouchant sur la VC 136 au lieu-dit Rioucreux
D 2014-041	Signature de la convention avec la CDC pour l'accueil de La Coccinelle
D 2014-042	Signatures de trois conventions de prestations ponctuelles avec le SMICVAL
D 2014-043	Devis signé avec Martine QUINTARD pour l'animation du pique-nique du 14 juillet pour 410 €
D 2014-044	Devis signé avec DMC33 et José GARCES respectivement de 220 € et 400 € pour l'élaboration du dossier ERP de la salle COURADE et de ses annexes

*Monsieur MOULIN demande que soit rectifié sur le compte-rendu du conseil municipal du 11 juin au sujet de son intervention des panneaux de signalisation : qu'il a demandé une concertation avec les services du Département pour que soit trouvé un accord afin que le panneau « Voie sans issue » soit visible.*

*D'autre part, il demande qu'au sujet des ralentisseurs au lieudit « Chauvin », soit rajouté l'intervention de Mme BELLUE qui a dit que « les ralentisseurs ne sont pas utiles ».*

*Mme BELLUE approuve ces dires.*

### **CREATION DE DEUX CONTRATS AIDES D'ADJOINTS TECHNIQUES A 24H/35EMES**

*Madame PICQ informe que le personnel, en emploi aidé, revient moins onéreux que les prestataires extérieurs.*

*Elle rappelle que la mise en place des TAP génère une augmentation des effectifs du personnel afin d'encadrer les enfants.*

*Monsieur MOULIN pense que la commune aurait pu prendre un seul agent en contrat aidé au service technique en organisant mieux ce service.*

*Monsieur MACEIRA remarque que le personnel va être employé sur une année, alors que les TAP durent 10 mois.*

*Madame ANCELOT demande à Madame BAUDE qu'elle fasse un récapitulatif des effectifs et du coût avant le mandat et après.*

*Madame PICQ revient sur la remarque de Monsieur MOULIN et rappelle que l'ensemble du Conseil Municipal avait validé la création de deux postes au service technique compte tenu des besoins.*

*Monsieur COUSTAL demande que les élus soient vigilants sur le budget.*

Sur proposition de la commission « Finances, Gestion du Personnel », réunie le 23 juin, Madame le Maire propose au Conseil Municipal de créer deux postes en contrats aidés d'adjoints techniques, à temps non complet à raison de 24 heures/35èmes, l'un serait affecté à l'entretien des locaux des écoles maternelle et élémentaire et l'autre à l'entretien des locaux de l'école maternelle et à la cantine.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code du Travail, articles L.5134-19-1, L.5134-20 et L.5134-65 du code du travail ;

Vu le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion ;

Vu la note DGEFP n° 2014-01 du 13 janvier 2014 portant modalités techniques d'application de l'instruction du 16 décembre 2013 relative aux orientations pour la mise en œuvre de la politique de l'emploi au premier semestre 2014 ;

Après en avoir délibéré,

### DECIDE

- De créer deux postes d'Adjoints Techniques en contrat aidé à temps non complet à raison de 24h/35èmes pour une période d'un an à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014 ;
- Autorise le Maire à signer les contrats uniques d'insertion correspondants avec les agents et l'Etat.

### VOTE :

Pour : 13 Contre : 1 (JM. MACEIRA)

Abstentions : 4 (C.COUSTAL, E.MOULIN, B.CADUSSEAU, M.GABISON)

### CREATION D'UN CONTRAT AIDE D'ADJOINT ADMINISTRATIF A 24H/35EMES

*Madame PICQ propose la création d'un poste en contrat aidé de 24h afin de permettre au personnel actuel de pouvoir se libérer de l'accueil pour aider les élus à mettre en œuvre leurs projets.*

*Madame BAUDE précise également que l'accueil sera ouvert le vendredi soir jusqu'à 18h00.*

*Madame BELLUE trouve qu'il y a trop de personnel à l'accueil et ne voit pas l'intérêt de recruter un personnel en CAE car il conviendra de le former.*

*Monsieur MACEIRA remarque que l'on va employer une personne pour une heure d'accueil supplémentaire.*

*Madame PICQ indique que lorsque les secrétaires assument l'accueil, elles ne peuvent pas avancer sur les dossiers. De plus, il y a beaucoup de retard accumulé depuis des années.*

*Lorsque les administrés rentrent dans l'accueil, il n'y a personne car les agents sont dans leurs bureaux.*

*En décembre 2013, la commune avait accepté de prendre une stagiaire et cette expérience a été positive.*

*Monsieur MOULIN rappelle que la commune avait déjà recruté un agent à l'accueil il y a quelques années et que l'expérience n'a pas été positive.*

*Monsieur COUSTAL pense que le personnel recruté pour répondre à l'accueil des administrés doit être compétent, il devra connaître la commune... Si la personne dérange sans arrêt les agents actuels, il ne voit pas l'intérêt.*

*Madame PICQ précise que l'on peut trouver du personnel compétent.*

*Madame BERLEMONT se demande si au bout de deux ans, durée d'un CAE, la commune renouvellera l'appel à candidature.*

*Monsieur MACEIRA constate que la commune multiplie les recrutements. On rend une mauvaise image de la collectivité. On manipule les gens en les employant deux ans et après on ne les conserve pas.*

*Madame PICQ indique que c'est le but des contrats aidés. Cela permet à ces personnes d'acquérir de l'expérience.*

*Monsieur MACEIRA souhaiterait qu'avant de recruter les élus définissent les priorités.*

*Madame PICQ approuve la priorisation des dossiers, mais elle rappelle qu'il y a aussi des délais pour se mettre en conformité avec les réglementations.*

*Monsieur MOULIN pense qu'il faut ouvrir les dossiers un par un et pas tous en même temps.*

*Monsieur MACEIRA remarque qu'il y aura 4 agents au secrétariat de mairie.*

*Madame BAUDE rappelle que deux agents sont à temps complet et deux autres à temps non complet. La bibliothèque sera ouverte également plus longtemps donc l'agent sera moins présent en mairie.*

*Monsieur MOULIN s'interroge sur l'utilité de ce recrutement. Il demande si la mairie sera alors ouverte le samedi matin.*

*Madame PICQ rappelle que la proposition de recrutement a été présentée à la commission « Finances, gestion du personnel » et que les délégués n'ont pas indiqué toutes ces remarques.*

*Madame BELLUE estime qu'il n'y a pas eu de débat.*

*Monsieur CADUSSEAU rappelle qu'il avait indiqué en commission qu'il estimait que le recrutement d'un CAE était inutile puisque l'agent devrait être formé.*

*Madame PICQ rappelle que l'agent peut prendre les appels téléphoniques, les messages, les prises de rendez-vous et accueillir physiquement les administrés. Il y a beaucoup de travail.*

*Monsieur CADUSSEAU demande si 12 heures/semaine suffisent pour que la personne en charge de l'urbanisme puisse effectuer son travail.*

*Madame BELLUE demande pourquoi Véronique actuellement en charge de l'accueil et de la bibliothèque ne pourrait pas avoir plus d'heures au secrétariat de mairie et recruter un agent en CAE pour la bibliothèque.*

*Madame CHAMBOUNAUD estime que l'on ne peut pas parler à la place de l'agent.*

*Monsieur MOULIN pense qu'effectivement la bibliothèque est peut-être plus accessible à un CAE que l'accueil de la mairie.*

*Monsieur COUSTAL demande quels sont les dossiers en retard.*

*Madame PICQ répond : le règlement du personnel, le règlement du cimetière, la gestion du cimetière via le logiciel, les tables décennales qui n'ont pas été faites depuis 1965, la reprise des concessions, la mise à jour du listing population, la numérisation des actes de l'Etat Civil, le recollement des archives qui n'a jamais été fait, le plan de sauvegarde communal, le document unique, la révision de la carte communale ou un PLU, le PAVE, l'aménagement du bourg, le rappel des impayés...*

*Monsieur MOULIN constate qu'il n'y a rien d'urgent, que tous ces dossiers ont du retard depuis des années.*

Sur proposition de la commission « Finances, Gestion du Personnel », réunie le 23 juin, Madame le Maire propose au Conseil Municipal de créer un poste en contrat aidé d'adjoint administratif, à temps non complet à raison de 24 heures/35èmes, affecté à l'accueil du secrétariat de mairie.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code du Travail, articles L.5134-19-1, L.5134-20 et L.5134-65 du code du travail ;

Vu le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion ;

Vu la note DGEFP n° 2014-01 du 13 janvier 2014 portant modalités techniques d'application de l'instruction du 16 décembre 2013 relative aux orientations pour la mise en œuvre de la politique de l'emploi au premier semestre 2014 ;

Après en avoir délibéré,

### **DECIDE**

- De créer d'un poste d'Adjoint Administratif en contrat aidé à temps non complet à raison de 24h/35èmes pour une période d'un an à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014 ;
- Autorise le Maire à signer le contrat unique d'insertion correspondant avec l'agent et l'Etat.

**VOTE :**

Pour : 9

Contre : 8 (M.C. BELLUE, C. COUSTAL, E. MOULIN, V.BERLEMONT, M. GABISON, B. CADUSSEAU, J.M. MACEIRA, V. CHAMBOUNAUD)

Abstention : 0

**RENOUVELLEMENT DE DEUX POSTES D'ADJOINT TECHNIQUES A 24H/35èmes en CUI**

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de renouveler les contrats aidés d'adjoints techniques, à temps non complet à raison de 24 heures/35èmes, affectés l'un à la surveillance des cours, au restaurant scolaire et au ménage de l'école élémentaire et l'autre à l'accueil périscolaire, à la surveillance de la cour et au restaurant scolaire.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code du Travail, articles L.5134-19-1, L.5134-20 et L.5134-65 du code du travail ;

Vu le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion ;

Vu la note DGEFP n° 2014-01 du 13 janvier 2014 portant modalités techniques d'application de l'instruction du 16 décembre 2013 relative aux orientations pour la mise en œuvre de la politique de l'emploi au premier semestre 2014 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE**

- De renouveler les contrats aidés à temps non complet à raison de 24h/35èmes d'adjoints techniques pour une période d'un an à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014 pour l'un et à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2014 pour l'autre ;
- Autorise le Maire à signer les contrats uniques d'insertion correspondants avec les agents et l'Etat.

**VOTE :**

Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 1 (V. CHAMBOUNAUD)

**RYTHMES SCOLAIRES : CONVENTIONS AVEC LES ASSOCIATIONS**

Madame le Maire informe que la commission « Ecoles, Services périscolaires, jeunesse » a travaillé sur la mise en œuvre des rythmes scolaires.

Les associations ont été contactées.

Elle propose que dans le cadre des Temps d'Activités Périscolaires, il soit proposé aux enfants les activités suivantes qui feront l'objet d'une prestation extérieure :

- Danse
- Théâtre
- Ecole Multisports
- Initiation à la musique
- Arts plastiques
- Informatique

*Madame PICQ indique qu'il convient de mettre en place un PEDT.*

*Le tennis n'est pas indiqué, mais l'association devrait intervenir au cours du dernier trimestre lorsque nous serons le coût de la prestation.*

*Monsieur MOULIN demande ce que l'on met sous « Arts plastiques ».*  
*Madame PICQ explique que les enfants seront amenés à élaborer de petits objets.*  
*Elle indique que des groupes de 15 enfants maximum feront les ateliers afin qu'ils se fassent dans les meilleures conditions. De même, un planning des salles devra être tenu.*

Le Conseil Municipal autorise le Maire à signer les conventions correspondantes avec les prestataires.

### **CREATION D'UNE COMMISSION EN CHARGE DU TRANSPORT SCOLAIRE**

Madame le Maire informe la nécessité de créer une commission en charge du transport scolaire. Elle aura pour mission d'étudier les demandes de transport, de modifier les circuits, les arrêts. Sur ces deux derniers points, la commission fera une proposition au conseil général.

Le Conseil Municipal décide de nommer membres de la commission « Transport Scolaire » :

M. E. MOULIN, Mmes O. ANCELOT, MC. BELLUE, V. BERLEMONT, M. BILLIER

VOTE : Pour : 18      Contre : 0      Abstention : 0

### **CHOIX DES ENTREPRISES POUR LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SOINS**

*Monsieur MACEIRA rappelle sa désapprobation sur ce projet et de plus la construction sur le stade. Il demande si l'économie des 100 000 € sera enlevée de l'emprunt.*  
*Madame PICQ répond que les prêts ont déjà été contractés.*  
*Monsieur ANCELOT pense qu'il y aura des dépenses imprévues.*  
*Madame GABISON demande si des entreprises locales ont déposé une offre.*  
*Madame PICQ répond qu'une seule entreprise de Saint-Mariens.*  
*Monsieur MOULIN estime que le cahier des charges n'a pas tenu compte des compteurs d'eau, téléphonique et électrique. Un compteur général a été prévu et que cela va susciter des problèmes lors des locations aux professionnels de santé.*  
*Monsieur COUSTAL réagit à l'intervention de Monsieur MACEIRA, il pense que les nouveaux élus doivent être frustrés de ne pas avoir voté le budget 2014 et de ne pas avoir également participé au projet du centre de soins. Selon lui, ce projet est vital. Le montant des loyers couvre les annuités de remboursement des prêts. L'autofinancement permet de ne pas emprunter la totalité de l'opération. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec les professionnels de santé, ils sont très motivés.*  
*Madame PICQ informe de la présence de Madame LAUZE, référente des professionnels de santé, à l'ouverture et à l'analyse des offres. Elle demande de programmer une réunion après le 14 juillet pour que les professionnels de santé rencontrent les nouveaux élus. Elle rappelle que les élus du précédent mandat avait fait un choix d'investissement.*  
*Monsieur MACEIRA pense que le projet aurait pu être mené autrement.*  
*Madame PICQ voit tout à fait l'intérêt de ce projet et rappelle que les prescriptions des Bâtiments de France sont obligatoires.*  
*Monsieur CADUSSEAU ne conteste pas le projet mais l'investissement et le lieu. Il rappelle qu'il n'y aura pas de perception de loyers pendant 1 an 1/2, la durée des travaux.*  
*Monsieur COUSTAL rappelle l'intervention de Madame MANZANO, l'inspectrice des finances, qui était positive sur le projet compte tenu de l'excédent cumulé et du fonds de roulement.*  
*Madame BAUDE trouve regrettable que les prêts de 840 000 € auraient pu être contractés plus tardivement. La commune va commencer à rembourser dès le mois d'août alors que les fonds seront utilisés qu'à la fin de l'année. Les taux ont chutés. Il aurait fallu faire autrement.*

*Monsieur MOULIN approuve l'intervention de Madame BAUDE. L'ancien maire craignait que les taux augmentent et avait présenté aux élus que les fonds seraient débloqués lorsque les besoins se présenteraient.*

Sur proposition de la commission ad hoc, réunie le 26 juin dernier, Madame le Maire propose au Conseil Municipal de retenir les entreprises suivantes, à condition qu'il n'y ait pas de recours :

**Lot 1 Gros Œuvre**

- Entreprise ALM ALLAIN pour 336 380,55 € HT

**Lot 2 Charpente bois - Couverture - Bardage bois**

- Entreprise LAMECOL pour 146 000 € HT

**Lot 3 : Etanchéité**

- Entreprise DME pour 25 355 € HT

**Lot 4 : Menuiserie aluminium**

- SARL SOPEIM pour 86 056 € HT

**Lot 5 : Menuiserie bois**

- Entreprise DUPHIL pour 70 243,66 € HT

**Lot 6 : Plâtrerie - Isolation - Faux Plafonds**

- Entreprise AY GOURAUD pour 98 112,70 € HT

**Lot 7 : Electricité - Courants Forts/Faibles**

- Entreprise ADEN pour 80 276,29€HT

**Lot 8 : Chauffage - Rafraîchissement - Ventilation - Plomberie -Sanitaires**

- Entreprise SAGECES pour 141 000 € HT

**Lot 9 : Peinture - Sols souples**

- Entreprise SOPREA pour 47 224,02 €HT

**Lot 10 : Carrelage - Faïence**

- Entreprise ROUCHOU pour 21 029,55 €HT

**Lot 11 : VRD**

- TP33 pour 133639,54 €HT

**Lot 12 : Plantations**

- Entreprise BOTANICA pour 24 583,60 €HT

Le montant des travaux s'élève à **1 209 900,91 € HT**, soit 118 640,09 € de moins que l'enveloppe budgétaire prévisionnelle.

Le Conseil Municipal,

- Décide de retenir les entreprises énumérées ci-dessus ;

- Autorise Madame le Maire à signer les marchés correspondants avec chaque entreprise après que lorsque le délai de recours sera achevé.

VOTE : Pour : 17      Contre : 1 (JM. MACEIRA)      Abstention : 0

### **VENTE D'UN PHOTOCOPIEUR COULEUR A L'ECOLE DE MUSIQUE**

Madame le Maire rappelle la délibération du 7 mai 2014 dans laquelle le Conseil Municipal l'autorisait à vendre les cinq photocopieurs inscrits à l'inventaire sous le numéro 205.2183.48.

Elle informe que l'Ecole de Musique souhaite acquérir le photocopieur couleur RICOH qui se trouvait au secrétariat de mairie pour 400 €.

Le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à vendre à l'Ecole de Musique le photocopieur pour 400 € et l'autorise à effectuer la facture correspondante et à enregistrer la recette.

VOTE : Pour : 18      Contre : 0      Abstention : 0

### **DELIBERATION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET PRINCIPAL**

Madame le Maire informe de la proposition de la commission « Finances – Gestion du Personnel », réunie le 23 juin de réaliser les travaux de charpente et couverture du préau de l'école maternelle et pour changer les extincteurs dans les différents locaux.

Elle informe du devis :

- de l'entreprise Alain BOUCAUD pour la réalisation des travaux du préau pour un coût de 13 791,29 € TTC ;
- de l'entreprise DACOSTA pour changer les extincteurs (un à l'école, un à la bibliothèque et trois aux ateliers) pour un coût de 399,25 € TTC.

Elle propose d'inscrire les crédits nécessaires comme suit :

#### **Section d'investissement**

##### ***Dépenses :***

- |  |            |
|--|------------|
| • 21312 Bâtiments scolaires Opération 24       | + 13 800 € |
| • 21568 Autres matériels et outillage incendie | + 400 €    |
| • 020 Dépenses imprévues                       | - 14 200 € |

Le Conseil Municipal accepte les virements de crédits tels que présentés ci-dessus.

### **EXTENSION DE LA REGIE DE RECETTES « DROITS DE PLACE »**

Madame le Maire rappelle la délibération du 11 juin décidant de l'extension des droits de place. Elle indique que les emplacements pour les marchés dominicaux, les marchés nocturnes, les marchés de Noël, les cirques, les terrasses, les forains ont fait l'objet de délibérations au fur et à mesure que les besoins se présentent.

Dans le cadre de la fête locale, la commune va organiser un vide-grenier, Madame le Maire propose que soit étendue la régie « Droits de place » aux emplacements dans le cadre de vide-grenier, ou brocante.

Elle propose que soit prise une délibération plus générale et d'étendre ainsi les droits de place aux divers emplacements afin de pouvoir encaisser les produits.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d'étendre la régie de recettes « Droits de place » aux emplacements des vide- greniers et aux brocantes ;
- d'autoriser le Maire à encaisser les droits de place pour des divers emplacements.

VOTE : Pour : 18      Contre : 0      Abstention : 0

### **CREATION D'UNE COMMISSION EN CHARGE DU TRANSPORT SCOLAIRE**

Madame le Maire informe la nécessité de créer une commission en charge du transport scolaire. Elle aura pour mission d'étudier les demandes de transport, de modifier les circuits, les arrêts. Sur ces deux derniers points, la commission fera une proposition au conseil général.

Le Conseil Municipal décide de nommer membres de la commission « Transport Scolaire » :

M. E. MOULIN, Mmes O. ANCELOT, MC. BELLUE, V. BERLEMONT, M. BILLIER

VOTE : Pour : 18      Contre : 0      Abstention : 0

### **MISE EN PLACE DES TARIFS « DROITS DE PLACE »**

La commission « Finances – Gestion du Personnel », réunie le 23 juin, propose de fixer les tarifs des droits de place :

- Pour les cirques : **tarif journalier 20 €.**
- Pour les forains : **forfait pour la durée de la fête foraine (4 jours)**

		<b>Forfait</b>
<b>Petits stands</b>	barbe à papa...	<b>20 €</b>
<b>Moyens stands</b>	pêche aux canards...	<b>50 €</b>
<b>Grands stands</b>	tirs, jeux...	<b>150 €</b>
<b>Petits manèges</b>	manèges enfants...	<b>150 €</b>
<b>Moyens manèges</b>	labyrinthe, pousse-pousse, petit scooter...	<b>200 €</b>
<b>Grands manèges</b>	scooter, chenille...	<b>250 €</b>

- Pour les emplacements des vide-greniers, brocantes : **2 € le mètre linéaire**
- Pour les emplacements des terrasses, pour les marchés dominicaux, nocturnes, de Noël, pour les emplacements des commerçants ambulants, divers :
  - o A la journée : **0.70 € le mètre linéaire**
  - o Au trimestre : **7 € le mètre linéaire**
  - o A l'année : **25 € le mètre linéaire**

*Madame PICQ informe qu'une réunion est prévue la semaine prochaine avec les forains.*  
*Monsieur COUSTAL demande si les forains payaient habituellement.*  
*Madame PICQ lui répond qu'elle ne sait pas. Un courrier a été envoyé cette année pour leur demander qu'ils installent des compteurs avec leurs fournisseurs d'énergie et pour leur réclamer les documents nécessaires au contrôle de leurs jeux, assurance...*  
*Madame PICQ indique que dans cette proposition la commune n'envisage pas de leur faire payer l'emplacement de leur caravane.*  
*Madame BERLEMONT estime qu'il vaut mieux attendre l'an prochain.*

*Madame ANCELOT remarque que pour les marchés, cela revient à 25 €/ml, soit 0,48 €/ml et au trimestre 0,58 €/ml.*  
*Monsieur COUSTAL pense que les tarifs devront être revus pour le 1<sup>er</sup> janvier 2015.*  
*Monsieur MOULIN trouve que les tarifs appliqués pour les forains sont trop élevés.*  
*Monsieur DEBET indique que les tarifs ne sont pas onéreux comparés à d'autres communes.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte les tarifs précités qui s'appliqueront **à compter du 15 juillet 2014.**

VOTE : Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 1 (E. MOULIN)

## **QUESTIONS DIVERSES**

### **1) Projet gouvernemental de réorganisation territoriale**

Madame PICQ donne lecture du courrier de l'AMF.

Monsieur MOULIN estime que les gouvernements successifs, assèchent les communes pour transférer les compétences aux intercommunalités qui voient leur dotation augmentée et qui éventuellement reverseront une part aux communes. De voter ou pas, ça ne changera rien.

Le conseil municipal ne souhaite pas donner suite.

### **2) Courrier de l'inspecteur académique**

Madame PICQ donne lecture du courrier de remerciements de Monsieur Pierre KESSAS, l'inspecteur de l'Education Nationale, pour la mise à disposition de la salle VOX pour la représentation de « Danse Ecole en Blayais ».

### **3) Recensement de la population**

Madame PICQ informe du recensement de la population qui aura lieu du 15 janvier au 14 février 2015. Elle propose que Marie GIBEAUD soit nommée coordonnateur communal, et informe qu'il conviendra de recruter des agents recenseurs.

Monsieur MOULIN pense que la commune dépasse les 2 000 habitants.

4) Madame PICQ informe du spectacle de fin d'année de l'Espérance Cézacaise le 5 juillet.

5) Madame PICQ informe que la kermesse de l'école élémentaire aura lieu le 4 juillet.

6) Madame PICQ informe des membres de la commission communale des impôts directs nommés par le Directeur Régional des Finances Publics :

- Commissaires titulaires : Mmes BERTHIER Sylviane, BAUDE Stéphanie, Messieurs ARNUT Christophe, GLEMET Pierre-Philippe, DOMENS Fabrice et THIBAUD Jean.

- Commissaires suppléants : Mmes LALANDE Angélique, BOUCAUD Mauricette, Messieurs VITRAS Francis, VIDAL Alain, ROTURIER Léon et BERLINGER Thomas.

7) Madame PICQ informe que Monsieur ROQUES, Président de la CDC, sollicite la commune pour que les élus au Conseil Communautaire puissent également participer aux commissions. En effet, il a été saisi de cette demande par Monsieur MOULIN, délégué au Conseil Communautaire.

Monsieur MOULIN explique qu'il lui semble logique que l'ensemble des délégués communautaires soient représentés au sein des commissions de travail. Il rappelle qu'il s'agit d'une élection au suffrage direct.

Madame PICQ demande l'avis au Conseil Municipal, sachant qu'elle n'y voit aucune objection. Les élus approuvent.

8) Madame GABISON informe que Madame LAFORET reçoit toujours des messages pour la cellule de crise.

Madame PICQ va demander au secrétariat de faire le nécessaire auprès de la Préfecture et rappelle que la cellule de crise doit être constituée.

9) Monsieur MOULIN demande quel est le coût d'évacuation du dépôt sauvage.

Madame PICQ répond que cela dépend du tonnage.

10) Monsieur MOULIN a entendu dire qu'un agent avait été sanctionné. Il demande des explications.

Madame PICQ répond que le personnel est sous la responsabilité du Maire et ne peut divulguer cette information.

11) Monsieur MOULIN demande où en est la formation du jeune recruté dans le cadre d'un contrat d'avenir.

Monsieur GOUDONNET informe qu'une convention va être passée avec la commune de Lormont pour lui permettre d'accéder à une formation de régisseur.

Madame PICQ indique que la formation CNFPT « Habilitation Electrique » est prévue pour la fin de l'année.

12) Monsieur COUSTAL fait part que le personnel technique recruté dernièrement doit sécuriser l'endroit où il travaille. En effet, lorsqu'il nettoie les caniveaux, aucun panneau signale leur présence, ce qui est dangereux.

Monsieur DEBET leur demandera de poser les panneaux correspondants.

Fin de la séance 23h20

Le Maire,  
Murielle PICQ.